



RAPPORT ANNUEL

2022

Table des matières

1.1.1.1	Mots du Secrétaire GÉNÉRAL	3
1.1.1.2	Sigles et abréviations	4
2	Brève présentation de l'ONG CAEB	5
2.1	MISSION DE CAEB :	5
2.2	BUT DE CAEB	5
2.3	OBJECTIFS DE CAEB :	5
	VISION DE L'ORGANISATION :	5
2.4	Personnel	5
2.5	Domaines/ Activités principales de l'organisation	6
2.6	Domaines/ Activités secondaires de l'organisation	6
2.7	Groupes cibles	6
2.9	Budget Annuel (2021 et 2022)	7
2.13	Liste des projets exécutés en 2022	8
	PERSONNEL CLE DE L'ORGANISATION	8
	Introduction	9
4	IDENTIFICATION DES PROGRAMMES/PROJETS 2022	10
4.1	AGRICULTURE	10
4.2	DEPARTEMENT DE L'EDUCATION	16
4.3	DEPARTEMENT SANTE	22
4.4	Services essentiels	30
5	Vie associative de CAEB 2022	33
5.1	Le comité exécutif :	33
5.2	L'assemblée générale :	33
5.3	Le secrétariat permanent/Direction exécutive :	33
I.	PLAN D'ACTION ANNUEL DU COMITE DE MANAGEMENT ADMINISTRATIF DE CAEB 2023	1
II.	BILAN FINANCIER 2022	6
III.	Conclusion	1

1.1.1.1 Mots du Secrétaire GÉNÉRAL



Chers membres, collaborateurs et partenaires,

L'année 2022 vient de prendre fin avec ses bonheurs, ses difficultés et ses défis. Elle marque aussi la fin du plan stratégique de CAEB pour la période de 2018-2022. Cette période a été un tournant décisif de notre organisation en termes de renforcement institutionnel, d'extension et expansion de nos activités au Mali et dans la sous-région ouest Africaine. Nous savons que depuis 2012, notre pays le Mali est confronté à une crise multidimensionnelle sans précédent de son histoire, exacerbée par le covid19 et la guerre en Ukraine qui aujourd'hui sont entrain de porter de sérieux coups à l'économie et à la stabilité mondiale.

Nous avons certes des acquis sur le terrain par rapport à l'amélioration des conditions de vie des populations cibles de Kayes à Mopti en passant par Sikasso, mais jusqu'à présent beaucoup de choses restent à faire pour atteindre les objectifs visés.

Nous devons davantage réfléchir pour innover notre façon de faire pour donner les réponses appropriées pour un changement durable. Ce sont les efforts conjugués de tout le monde qui nous ont amené à ce niveau de développement institutionnel et de satisfaction des besoins des communautés bénéficiaires. Que tous les partenaires techniques et financiers, les ONG partenaires, les autorités administratives, politiques, locales, les services techniques reçoivent mes vifs et chaleureux remerciements pour leurs soutiens indéfectibles et sans failles.

A tous mes collaborateurs qu'ils reçoivent tous mes sentiments de franche collaboration et mes vœux de bonne santé de prospérité, de succès dans tous ce qu'ils entreprendront.

Que vive notre pays le Mali prospère et apaisé

Gahoussou TRAORE

1.1.1.2 Sigles et abréviations

Sigles et Abréviations	Définitions
ADC	Agent de Développement Communautaire
AC	Animateur de Centre
AHA	Aménagement Hydro agricole
CAEB	Conseils et Appui pour l'Éducation à la Base
PASARC	Projet D'Appui à La Sécurité Alimentaire et à l'Amélioration des Revenus des Communautés
CMA	Comité de Management Administratif
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CTMR	Comité Technique de Mobilisation des Ressources
DA	Debbo Alafia
DGD	Direction Général du Développement
DELCPT	Diversification Economique Locale par l'Introduction de la Culture de la Pomme de Terre
GND	Grossesses Non Désirée
GWEPIII	Projet Empowerment des femmes-filles et gouvernance de la société civile
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JL	Jeunes Leaders
MEN	Ministère de l'Éducation Nationale
OP	Organisation Paysanne
PAIS	Programme d'Appui à l'Accès équitable des enfants à l'Éducation
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PSEC	Programme Solidarité Entraide Communautaire
PDI	Programme des Déplacés Interne
PMO	Partenaire de Mise en œuvre
SIA	Solidaridad Internacional Andalucia
SRDS	Santé de la reproduction et Droits Sexuels
SRDS	Santé de la reproduction et Droits Sexuels
SSA/P	Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle
UE	Union Européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour La protection des Enfance
VBG	Violence Basée sur le Genre.
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

2 BREVE PRESENTATION DE L'ONG CAEB

Siège	Baco-djicoroni ACI Rue 718 Porte 840 après le consulat du Sénégal en Commune V du district de Bamako. BP : E 2310 Tel : 20 28 56 60 Email : caeb_ong@hotmail.com ; Site Web : www.caebmali.org
Antennes	1^{ère} Région : Kayes Nioro : quartier Diaweli Kunda Kita : La sortie de la ville vers Bamako Diéma : Près de la BDM 2^{ème} Région : Koulikoro Dioïla : Non loin du Campement Kolokani : 4 ^{ème} quartier, non loin des Services des domaines Banamba sur la route de Kiban 3^{ème} Région : Sikasso Sikasso : Village CAN Bougouni : Immeuble ROBERT sur la route de Yanfolila, Ségou : Sébougou près de la mairie 5^{ème} Région : Mopti Sévaré : Quartier près du lycée technique

Date/Année d'obtention de reconnaissance légale

27 Septembre 1994	:	Obtention du récépissé de l'organisation
15 février 1995	:	Obtention de l'Accord cadre de l'ONG
20 Octobre 2008	:	Obtention de l'accord cadre révisé de l'Organisation

Effectif des membres : 272 membres dont 37 femmes

Organe de gestion : 05 membres dont 02 femmes

1. MISSION DE CAEB :

Accompagner les populations à la base dans leurs efforts de développement pour une société plus juste et plus solidaire.

2. BUT DE CAEB



Contribuer à l'amélioration des conditions socioéconomiques des populations maliennes des zones péri urbaines et rurales.

3. OBJECTIFS DE CAEB :

1. **Promouvoir une gouvernance vertueuse des ressources et respectueuse des engagements partenariaux.**
2. **Améliorer la capacité de résilience des populations à travers des initiatives porteuses, la promotion du genre, le plaidoyer et la consolidation des acquis**
3. **Faire de la recherche-développement, un levier essentiel du développement durable**
4. **Mobiliser les ressources financières et matérielles pour une stabilité administrative et opérationnelle.**

VISION DE L'ORGANISATION :



Les populations maliennes ont une meilleure maîtrise de leur environnement de vie et s'épanouissent à travers la dynamique du développement durable.

4. Personnel

Statut	Effectif
--------	----------

– Salariés de l'organisation	:	272
– Stagiaires de l'organisation	:	05

5. Domaines/ Activités principales de l'organisation

Education, Santé, Agriculture, Formation Professionnelle/Emploi des jeunes

6. Domaines/ Activités secondaires de l'organisation

Eau hygiène et assainissement, Sécurité alimentaire, Décentralisation, Promotion des droits Humains, Protection de l'Environnement

7. Groupes cibles

- Les femmes entrepreneurs,
- Les groupements et associations de producteurs
- Les organisations communautaires sociales et culturelles
- Les jeunes

8. Couverture géographique

- Région de Kayes : (cercles de Kita, Kéniéba, Yélémani)
- Région de Nioro : (cercle de Nioro et Diéma)
- Région de Koulikoro : (cercles de : Koulikoro, Kolokani, Banamba, et Kati)
- Région de Dioïla : (cercles de Dioïla, Fana et Massigui)
- Région de Nara : (cercle de Nara et de Mouroudjah)
- Région de Bougouni : (cercles de Bougouni, Kolondièba et Yanfolila)
- Région de Sikasso : (cercles de : Bougouni, Yanfolila, Kolondièba)
- Région de Ségou : (cercle de Barouéli, Niono Macina et Ségou)
- Région de San : (cercles de San, Bla et de Tominian)
- Région de Mopti : (cercles de : Mopti, Bankass, Koro, Youwarou, Djénné, et Ténékou)
- Région de Bandiagara : (cercles de Bandiagara, Bankass et Koro)

9. Budget Annuel (2021 et 2022)

Année	:	Budget
2021	:	4 654 467 796
2022	:	4 872 248 869

10. CONTRIBUTION DES PARTENAIRES FINANCIERS/BAILLEURS DE FONDS

Nom / Pays	Pourcentage du financement dans le budget de CAEB			
	2021	%	2022	%
Ambassade des Pays-Bas	1 389 986 604	30%	2 295 236 155	47%
Amplify Change	114 333 000	2%	253 902 495	6%
SOS-Faim Belgique	214 941 589	5%	168 766 317	3%
Help Allemagne	0	0%	40 920 000	1%
Ministère de l'Éducation Nationale Mali (MEN)	71 205 575	2%	71 206 575	1%
CONNEMUND	29 987 988	1%	34 144 084	1%
Fondation Stromme	46 650 578	1%	61 138 500	1%
SIA Andalusia	127 893 871	3%	124 648 789	3%
Oxfam	557 237 614	12%	356 558 864	7%
Save the children	0	0%	79 365 133	2%
ONU Femmes	88 436 250	2%	-	0%
PPLM	32 918 336	1%	39 357 428	1%
UNICEF	998 402 092	21%	594 326 261	14%
BIT	141 271 830	3%	269 821 269	6%
Care International Mali	268 821 647	6%	212 222 267	4%
FIER BAD	121 351 383	3%	49 303 000	1%
IER	4 210 000	1%	4 766 317	1%
NUFFIC			52 565 415	1%
TOTAL GENERAL	4 654 467 796	100%	4 872 248 869	100%

11. Budget annuel par domaine d'activité

Domaines	Budgets 2022	Pourcentage du budget total
Agriculture/sécurité Alimentaire/Protection de l'environnement	994 093 765	20%
Education/Formation Professionnel	875 662 692	18%
Santé/Wash	3 002 492 412	62%
TOTAL	4 872 248 869	100%

12. Infrastructures et Logistiques

- 03 bâtiments avec Bureau R+2 équipé ;
- 09 antennes équipées ;
- 05 salles de conférence équipées ;
- 12 salles de réunion
- 11 véhicules, 12 motos,
- 08 videos- projecteurs

13. Liste des projets exécutés en 2022

Education : SSA/P MEN-BIT; PAIS , ECO PPP, CDPE, GPE

Agriculture/ Sécurité Alimentaire/résilience : PARSAC ; PSEC Nord et Sud, GWEPIII, IER

Santé et Wash : Débbo Alafia 2/SRDS-Mopti ; SRDS-Anacarde ; Jeunes Leader Santé de la Reproduction Adolescents et Jeunes/JIGIYA, Wash Mopti, GWEPIII, Spotlight.

Service essentiel : PPM

14. PERSONNEL CLE DE L'ORGANISATION

Noms et Prénoms	Poste occupé	Qualification et expériences
TRAORE Gahoussou	SEGAL	Administrateur social 28 ans
KELEPILY Mahamadoun	Coordinateur des programmes	Juriste/Sociologue 24 ans
KOUYATE Binta	Gestionnaire Administrative et Financière	Economiste 24 ans
SIMBARA Mahamoudou	Responsable Département Suivi/évaluation	Aménagiste 24 ans
COULIBALY Mamoutou	Responsable Département Education	Géographe 20 ans
Dr TRAORE Bakary dit Yokoro	Responsable Département Santé/Wash	Médecin 08 ans
TRETA Lamine	Responsable Département Agriculture/résilience	Géographe aménagiste 13 ans
DIARRA Zié	Responsable Wash	Historien 20 ans
Sidy Mohamed DIARRA	Responsable. A. Département S/E	Sociologue/G informaticien 11 ans
Doulaye SOGOBA	Responsable Mobilisation des ressources et du partenariat	Juriste 11 ans

3 INTRODUCTION

Le présent rapport décrit la situation des différentes actions réalisées, les résultats obtenus dans la mise en œuvre des projets et programmes courant l'année 2022 par l'ONG CAEB dans ses localités d'intervention. Il prend en compte également l'animation de la vie associative, les difficultés rencontrées, les perspectives ainsi que la situation financière de l'ONG.

Ces actions d'appui au développement des communautés à la base ont été réalisées dans vingt-cinq (26) cercles repartis entre 10 régions dont 05 anciennes et 05 nouvelles ;

Il s'agit des régions de : Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Bougouni, San, Nioro, Dioïla, Nara.

Les réalisations de 2022 ont été faites conformément aux objectifs fixés par le comité exécutif de CAEB que sont :

Objectif 1 : Procéder à une restructuration afin de surmonter les défis et contraintes qui entraver l'atteinte des résultats de son orientation stratégique.

Objectif 2 : Renforcer les capacités techniques et matérielles de l'ONG

Objectif 3 : Consolider les projets et programmes en cours d'exécution

Objectif 4 : Obtenir de nouveaux financements des projets pour la satisfaction des besoins de ses cibles dans ses zones d'intervention.

C'est dans cette optique que le Comité de Mobilisation des Ressources (CMR) présidé par le Secrétaire général avec l'appui du personnel de la Direction a pu mobiliser des ressources permettant d'atteindre les résultats attendus de l'année 2022. Cela, avec le soutien des membres du comité exécutif et ceux du Comité de Management Administratif (CMA) de l'ONG. Les financements mobilisés concernent l'agriculture et résilience, l'éducation, la santé et l'humanitaire.

4 IDENTIFICATION DES PROGRAMMES/PROJETS 2022

L'ONG CAEB a implémenté en 2022 dans ses zones d'intervention, une vingtaine de projets répartis entre l'Agriculture, l'Education, la Santé/Wash, les Services essentiels et humanitaires.

15. AGRICULTURE

CAEB à travers le département de l'agriculture a exécuté 06 projets sur la sécurité alimentaire, résilience, l'amélioration de la production, de la productivité et de la commercialisation des produits agricoles dans les régions de Ségou, Dioïla, Bougouni, Kolokani et Nioro.

4.1.1 Titre : Programme Solidarité entre-aide communautaire – PSEC- Ségou (Composante Nord)

Partenaire technique et financier : OXFAM ALLEMAGNE BMZ

Description et localisation du projet : Démarré en 2018 pour une durée de 04 ans, PSEC est une initiative de Oxfam Allemagne avec l'appui financier de la BMZ et la mise en œuvre est assurée par deux ONG locales partenaires (STOP-SAHÉL et CAEB). Il couvre quatre localités du Mali que sont Gao et Ségou pour la Composante Nord ¹ et Dioïla et Kita pour la Composante Sud. Dans l'exécution des activités, CAEB intervient dans les cercles de Dioïla et Ségou. PSEC a comme objectif de : « Contribuer à la dynamique de développement durable des régions de Kayes, Ségou, Koulikoro et Gao à travers un appui à l'autopromotion des groupements et associations de femmes et jeunes, l'amélioration de leurs pouvoirs économiques et le développement d'une citoyenneté locale d'ici à la fin du projet initialement prévue en fin 2021 ». Il a bénéficié d'un avenant de 15 mois jusqu'en fin mars 2023. Les cibles du programme sont les femmes et les jeunes. Il couvre 08 communes du cercle de Ségou qui sont : Boussin, Cinzana, Dioro, Dièdougou, Katièna, Konodimini, Sakoïba, Togou.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
Au moins 50% des groupes soutenus sont officiellement reconnus	65% des groupes sont officiellement reconnus soit 176 groupes sur 270	+15%
240 groupements disposent des règlements intérieurs et les appliquent	270 groupements disposent des règlements intérieurs et les appliquent	+30
240 groupes économiques sont fonctionnels et mobilisent leurs ressources propres ;	270 groupes économiques sont fonctionnels et mobilisent leurs ressources propres	+30
Au moins, 30% des femmes membres des groupes et/ou associations EPC ont initié ou développé des initiatives économiques dans les domaines agricoles ou pastoraux ;	97% des femmes membres des groupes et/ou associations EPC ont initié ou développé des initiatives économiques dans les domaines agricoles ou pastoraux	+68
Au moins 65 000 000 FCFA d'épargnes locales mobilisées	68 147 050 FCFA d'épargnes locales sont mobilisées	
Au moins 80% des épargnes mobilisées sont investies dans des activités économiques par les membres des groupes EPC	95% des épargnes mobilisées sont investies dans des activités économiques par les membres des groupes EPC	
60% des 9.000 membres des groupes économiques ont amélioré leur revenu en initiant, développant et diversifiant leurs AGR	92% des membres des groupes économiques ont amélioré leur revenu en initiant, développant et diversifiant leurs AGR soit 6230 sur 6774	+32%
06 jardins maraichers sont aménagés au profit des groupements de femmes	08 jardins maraichers sont aménagés au profit des groupements de femmes	+02

¹ Ségou a remplacé Ansongo à cause de l'insécurité c'est ce qui justifie la présence de Ségou dans la composante Nord

250 femmes ont bénéficié de kits d'unité de chèvres (1 mâle et 1 femelle)	142 femmes ont bénéficié de kits d'unité de chèvres (1 mâle et 2 femelles)	-108
Les groupements de femmes sont appuyés en équipements de conservation et de transformation et ont les compétences nécessaires pour leur utilisation	05 groupes de femmes sont appuyés en équipements de conservation et de transformation	NA
840 femmes auditrices (apprenantes) sont alphabétisées	875 femmes auditrices sont alphabétisées	
80 jeunes soit 10 jeunes par communes ont reçu des compétences professionnelles dont 40 ont bénéficié de kits d'insertion	80 jeunes sont sélectionnés et formés dans les différentes filières (coupe et couture, aviculture, embouche, fabrique de pain traditionnel, réparateur motos).	0
Au moins 80% des épargnes mobilisées sont investies dans des activités économiques par les membres des groupements	95% des épargnes mobilisées sont investies dans des activités économiques par les membres des groupements	+15
2.500 responsables de groupes/associations formés entreprennent des actions citoyennes au niveau village, commune et/ou cercle	65 mariages célébrés au niveau des 08 communes avec acte de mariage obtenus par ces couples 115 actes de naissances obtenus grâce aux sensibilisations sur les droits des citoyens Organisation des journées de salubrité par 905 responsables de 176 groupes de femmes des 08 communes	+35
Les responsables des groupements partenaires (femmes et jeunes) participent aux activités de la commune (élaboration/révision des PDSEC)	Accompagnement des groupes pour leurs participations aux sessions de la mairie (57 groupes dont 36 groupes de femmes)	
03 actions de plaidoyer sont conduites par cercles pendant les 02 dernières années	00 actions de plaidoyer ont été conduites par cercles pendant les 02 dernières années	-03
Au niveau des 08 communes un cadre de concertation est mis en place pour planifier et suivre les actions les actions de développement et le niveau de mise en œuvre des plans des PDESC	08 cadres de concertation sont mis en place pour planifier et suivre les actions de développement et le niveau de mise en œuvre des plans des PDESC	0
Au moins 08 journées citoyennes sont tenues dans les 08 communes pour renforcer la participation citoyenne des populations dans le processus de développement local.	08 ateliers tenus dans toutes les communes, avec 400 participants hommes et femmes 08 plans d'actions élaborés au niveau des communes. 08 comités de suivis des plans d'action citoyenne sont mis en place dans les 08 communes.	
100% des répliqueurs formés (dont 80% de femmes) assurent l'encadrement des groupes existants	100% des répliqueurs formés assurent l'encadrement des groupes existants	0

4.1.2 Titre : Programme Solidarité Entre-aide Communautaire – PSEC-Dioïla (Composante Sud)

Partenaire technique et financier : OXFAM ALLEMAGNE BMZ.

Description et localisation du projet : Démarré en 2018 pour une durée de 04 ans, PSEC est une initiative de Oxfam Allemagne avec l'appui financier de la BMZ et la mise en œuvre est assurée par deux ONG locales

partenaires (STOP-SAHEL et CAEB). Il couvre quatre localités du Mali que sont Gao et Ségou pour la Composante Nord et Dioïla et Kita pour la Composante Sud. Dans l'exécution des activités, CAEB intervient dans les cercles de Dioïla et Ségou. PSEC a comme objectif de : « Contribuer à la dynamique de développement durable des régions de Kayes, Ségou, Koulikoro et Gao à travers un appui à l'autopromotion des groupements et associations de femmes et jeunes, l'amélioration de leurs pouvoirs économiques et le développement d'une citoyenneté locale d'ici à la fin du projet initialement prévue en fin 2021 ». Il a bénéficié d'un avenant de 15 mois. Les cibles du programme sont les femmes et les jeunes. Il couvre 08 communes du cercle de Dioïla qui sont : Massigui, N'Golobougou, Dégnékoro, Kaladougou, Diédougou, Nangola, Guegneka et Wacoro.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
160 OCB sont officiellement reconnues et fonctionnelles conformément aux textes réglementaires.	160 sont officiellement reconnues et fonctionnelles conformément aux textes réglementaires.	0
Au moins 80% des OCB/OSC appuyées tiennent régulièrement les outils de gestion mis à leur disposition	94% des associations gèrent de façon autonome les outils de gestion et les ressources mobilisées mis à leur disposition. (153/160 Associations et Coopératives)	+14%
Toutes les rencontres statutaires font l'objet de PV et de compte rendu aux membres et Un bilan annuel est produit par structure	Les rencontres statutaires de 157/160 OSC font l'objet de PV et de compte rendu aux membres. Un bilan annuel est produit par structure soit 98%.	-2%
640 responsables (femmes et jeunes) soit 60% de femmes sont formés et capables de gérer leur structure respective d'ici la fin du projet	674 responsables de 153/160 Associations et Coopératives soit 94% gèrent de façon autonome les outils de gestion et les ressources mobilisées mis à leur disposition	34
Les membres des 160 groupements maîtrisent leurs rôles et responsabilités et contribuent efficacement à l'animation de leurs groupements	94% des membres des comités de gestion des 160 groupements maîtrisent leurs rôles et responsabilités et contribuent efficacement à l'animation de leurs groupements.	-
Au moins 90% des jeunes touchées ont initié ou développé des initiatives économiques dans les domaines agricole ou pastoral ;	95% des jeunes touchés ont initié des activités et ont une source de revenu à travers l'agriculture, l'élevage des chèvres, ovins, l'aviculture et l'apiculture.	+ 5%
70% des jeunes touchés ont une source de revenu leur permettant d'assurer la prise en charge de leurs dépenses	Plus de 85% des jeunes ont une source de revenu garantie	+15%
50% des jeunes touchés sont insérés dans le circuit économique local (accès au marché, relations d'affaire avec d'autres acteurs).	Plus de 60% des jeunes touchés ont accès au marché et ont des relations d'affaire avec d'autres acteurs. (Après la formation professionnelle des jeunes qui étaient sous encadrement auprès des maîtres d'apprentissages.)	+10%
80% des femmes touchées ont entrepris une activité leur permettant d'avoir des revenus stables.	95% des femmes touchées ont initié des activités et ont une source de revenu stable.	+15%
70% femmes sont insérées dans le circuit économique local (accès au marché, relations d'affaires avec d'autres acteurs).	80% des femmes sont insérées dans le circuit économique). (Agriculture, l'élevage, l'artisanat, le petit commerce	+10%

	ont accès au marché et entretiennent des relations d'affaires avec d'autres coopératives).	
16 réseaux communaux de groupements de femmes et/ou de jeunes existent et sont opérationnel dans chacune des communes partenaires du projet	16 réseaux communaux sont mis en place et fonctionnels dans les 08 communes partenaires du programme.	0
Au moins 80% des réseaux ont entrepris des actions en vue d'améliorer la transparence et la Redevabilité au niveau de leur collectivité.	Les 16 réseaux ont entrepris des actions d'interpellation, de plaidoyer lobbying auprès de leur collectivité respective. 100% des réseaux sont impliqués dans la gestion des affaires publiques.	+20%
16 réseaux créés ont adhéré aux faitières au niveau local avec des objectif clairs en fonction des défis rencontrés	16 réseaux ont été créés dont (8 femmes et 8 jeunes)	0
50% des femmes et des jeunes appuyés sont actifs et participent à la gestion des affaires publiques locales (villages, communes)	80% des femmes et jeunes appuyés sont actifs et participent à la gestion des affaires publiques.	30%
Les femmes sont capables de faire la promotion de leurs produits sur les plates formes de commercialisation	La Plateforme buy from women, est opérationnelle pour les femmes dans le cadre de la promotion de leurs produits	0
Au moins un (01) cadre de concertation est mis en place dans chaque commune pour planifier et suivre les actions de développement et le niveau de mise en œuvre des PDESC	Un (01) cadre de concertation est tenu dans les 08 communes pour planifier et suivre les actions de développement et le niveau de mise en œuvre des PDESC	0
Au moins une journée citoyennes est tenue dans chacune des communes pour renforcer la participation citoyenne des populations dans le processus de développement local.	Au moins une journée citoyennes est tenue dans chacune des 08 communes pour renforcer la participation citoyenne des populations dans le processus de développement local.	0
100% des répliqueurs formés (dont 80% de femmes) assurent l'encadrement des groupes existants	100% des répliqueurs formés assurent l'encadrement des groupes existants	0

4.1.3 2.1.4. Titre du projet : Appui aux moyens de subsistance des Communautés productrices de Coton dans le cadre de la Lutte contre le travail des Enfants dans le cercle de Sikasso (ACCEL Africa AGR)

Partenaire Technique et Financier : Bureau International du Travail. (BIT)

4.1.4 Description et localisation du projet : Le projet ACCEL Africa AGR, a démarré en octobre 2021 pour une durée de 12 mois (octobre 21-septembre 22). Le projet a bénéficié d'un avenant de 03 mois amenant sa clôture en fin décembre 2022. Il cible les mères des enfants apprenant des centres SSAP de la commune de Nièna et villages dans la région de Sikasso également financé par le BIT. Son objectif est de renforcer les capacités opérationnelles des ménages vulnérables dans la mise en œuvre des AGR et de mettre en place un dispositif pérenne d'accompagnement des ménages vulnérables dans la conduite des AGR.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
500 ménages vulnérables ou à risques sélectionnés pour la mise en œuvre des AGR dans au moins quatre (04) domaines porteurs	539 ménages sont identifiés et répertoriés au sein de 31 groupes d'épargnes dans 16 villages.	39 ménages
Les capacités opérationnelles de 500 ménages vulnérables ou à risque sont accrues dans la mise en œuvre des AGR porteuses.	Les capacités opérationnelles de 500 ménages ont été renforcées sur les techniques de maraichage, saponification et compostage	00
Un dispositif pérenne d'accompagnement des ménages vulnérables est mis en place dans la conduite des AGR.	Un dispositif pérenne d'accompagnement des ménages vulnérables est mis en place dans la conduite des AGR.	00

4.1.5 2.1.5. Titre du projet : Appui à l'Amélioration de la Sécurité Alimentaire et à l'Augmentation des Revenus des Communautés (PASARC)

Partenaire Technique et Financier : SOS Faim Belgique/DGD

Description et localisation du projet : Le Projet d'Appui à l'Amélioration de la Sécurité Alimentaire et à l'Augmentation des Revenus des Communautés (PASARC) a démarré en juillet 2022 pour une durée de 05 ans (2022-2026) dans les régions de Nioro, Koulikoro et Ségou. Son objectif est que les paysans et autres acteurs de l'économie sociale et solidaire, avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes, jouissent de conditions de vie améliorées. Pour ce faire il faut spécifiquement co construire des systèmes alimentaires durables et résilients et un environnement sain par les paysans et autres acteurs de l'ESS, avec les citoyens au Nord et au Sud. Le projet intervient dans le cadre de la consolidation et l'appropriation des actions du programme antérieur SIA - DGD 2017-2021. Les 03 principaux axes d'intervention sont (i) l'agroécologie et la Commercialisation des produits maraichers locaux et (ii) la sécurité alimentaire via le renforcement des capacités des banques de céréales et enfin (iii) l'appui à l'insertion professionnelles des jeunes entrepreneurs des zones du projet.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
Le projet PASARC est présenté aux parties prenantes dans la zone d'intervention	La préfecture, la mairie, le secteur d'agriculture, la Direction régionale de la formation professionnelle et de l'emploi, le Gouvernorat de la région Nioro, le Service des eaux et forêts, le Conseil de Cercle, SDSES, OPV ont été informés de la méthodologie, les principales activités et les cibles du projet.	
Les capacités des agro volontaires sur les outils d'autodiagnostic des pratiques agroécologiques sont renforcés	44 agros volontaires au niveau des 22 OM dont 13 Femmes ont été renforcés sur les outils d'autodiagnostic des pratiques agroécologiques.	
Le suivi de la production agro écologique par les services techniques de l'agriculture (PASARC) est assuré.	05 Agents de l'Agriculture ont été formés sur l'utilisation des outils digitaux de suivi et de collecte.	

01 diagnostic organisationnel et institutionnel des deux (02) Unions est réalisé	Les forces et les faiblesses organisationnelles et institutionnelles des deux unions sont connues	
La mise en place et Appui à l'animation d'un cadre multi acteurs autour de la gestion des banques de céréales et l'approvisionnement des populations en produits alimentaires dans le cercle de Nioro du sahel est appuyé	01 atelier du démarrage du processus d'un cadre multi acteurs autour de la gestion des banques de céréales et l'approvisionnement des populations en produits alimentaires dans le cercle de Nioro a été tenu à Nioro du Sahel.	
Le processus d'approvisionnement des banques de céréales des deux unions a été renforcé	<p>Les deux (02) comités de pilotage du cadre multi acteurs de Nioro (Simby & Yérééré) et de Kolokani ont été renforcés</p> <p>Simby et Yérééré</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les besoins des 11 BCV des unions de Simby et Yérééré ont été validés pour financement par l'IMF partenaire • 11 comptes d'exploitation prévisionnels ont été élaborés <p>Les besoins totaux exprimés par les unions des BCV s'élève à 68 Tonnes de céréales pour un montant : 15 967 500 F CFA</p> <p>Kolokani</p> <p>Les besoins des 05 unions des BCV ont été validés pour Financement par l'IMF Partenaire :</p> <p>164 tonnes de céréales pour un montant total de 40 617 000 FCFA</p>	
22 PM couverts par le projet dont Quinze (15) sont certifiés à Nioro du Sahel par AMSD	22 PM couverts par le projet dont 15 sont entrés dans le processus de la certification à Nioro du Sahel avec AMSD Elle a été mise en contact avec (08) OPM dont deux (02) ont été certifiées	-22
01 comité technique de sélection et de suivi des jeunes est mis en place dans chacune des communes d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> • 04 comités techniques de sélection et de suivi des jeunes ont été mis en place dans les communes de : Nioro, Diéma, Sanando et Dédougou • 10 critères de sélection ont été déterminés et mis à la disposition des 04 comités techniques 	-

4.1.6 Titre : Projet Empowerment des Femmes-Filles et Gouvernance de la Société Civile GWEPIII Partenaire Technique et Financier : Care International-Mali

Description et Localisation du projet : Le Projet Empowerment des Femmes-Filles et Gouvernance de la Société Civile (PEF-GS) dénommé « Maaya Danbé » en langue locale, est financé par le Gouvernement Norvégien à travers CARE Norvège pour une durée de cinq (05) ans 2020-2025 et vise à autonomiser les femmes et les filles confrontées à la pauvreté, l'inégalité, la violence et l'exclusion sociale pour revendiquer et réaliser leurs droits humains. Le projet « Maaya Danbé » comprend quatre domaines thématiques transversaux : (i) le renforcement de la société civile, (ii) l'autonomisation économique des femmes et l'entrepreneuriat, (iii) la participation des femmes aux processus décisionnels et (iv) l'engagement des hommes dans la transformation des normes de genre dans la région de Bougouni.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
Les femmes ont accès aux prêts et à l'épargne, à la fois par le biais d'institutions financières informelles et formelles (ODD 8.10)	8720 nouvelles femmes membres de VSLA accumulées pendant le GEWEP III	-
	409 Nouveaux hommes membres de VSLA pendant GEWEP III	-
	99 réseaux de 7750 membres dont 7201 femmes, 481 filles, 67 hommes et 01 garçon ont été mis en place au niveau des sites intervention du projet.	-
Mobilisation des ressources	151 372 500 FCFA mobilisés par les 927 groupes	-
Montant octroyé en crédit	151 372 500 FCFA donnés en crédit aux membres pour appuyer les AGR	-
Nombre d'IMF partenaires pour appuyer le financement des AGR des femmes	05 IMF sont partenaire du programme (Berebe, RMCR, Kafo Jiginè, Nyèsigi So et Soroyiriwa So)	-
Les femmes des groupes MJT sont renforcés sur le mobile banking	10821 femmes et 558 filles de 455 groupes ont été formées sur le mobile banking	
La prévention et la prise en compte des cas de VBG est effective dans les communes d'intervention	16 sur 20 cas de VBG déclarés ont été pris en charge	-04
Au moins 02 CSCOM sont renforcés dans leur prestation de service	02 CSCOM ont été dotés de stérilisateurs et équipements (lits et tables d'accouchement) et 01 réhabilité	0
Au moins 20 groupes d'hommes et de garçons sont mis en place dans les communes d'intervention	39 groupes d'hommes et de garçons engagés sont mis en place dans les communes d'intervention (30 groupes d'hommes et 09 groupes de garçons)	+19

16. DEPARTEMENT DE L'EDUCATION

L'année 2022 a vu l'implémentation de 05 projets d'éducation dans les régions de Kayes, Dioïla, Sikasso et Mopti avec l'appui techniques de l'UNICEF, le BIT, Save the Children et le Ministère de l'éducation Nationale du Mali.

4.1.7 Titre du projet : Projet d'Appui à la Promotion du Développement de la Petite Enfance à travers l'éducation Préscolaire (CDPE)

Partenaire technique et financier : UNICEF

Description et localisation du projet : Le projet CDPE » est une initiative de l'UNICEF implémenté par l'ONG-CAEB pour une durée de 12 mois (octobre 2022 -septembre 2023) au niveau de 80 CDPE de 38 communes de sites du projet. Il a comme objectif d'appuyer la réouverture et le fonctionnement des Centres de Développement de la Petite Enfance dans les régions de Bougouni Koulikoro et Dioïla à travers la mobilisation communautaire de façon pérenne autour des questions liées à l'éducation des enfants de 03 à 05 ans.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Écarts
Les communautés des 80 CDPE fermés sont mobilisées pour la réouverture de leurs Centres	80 CDPE sont réouverts	0
160 Mères éducatrices sont formées sur les pratiques de classes et 10 conseiller pédagogiques des AE et CAP sur les techniques de suivi des centres	160 Mères éducatrices sont formées sur les pratiques de classes et 10 conseillers pédagogiques des AE et CAP sur les techniques de suivi des centres	0
60 acteurs locaux sont renforcés sur l'implication des cibles dans les activités du projet	60 acteurs locaux sont renforcés sur l'implication des cibles dans les activités du projet	0
1540 membres des comités de gestion, AME, GSAN et relais de santé sont formés à : leurs rôles et responsabilités, au plan de développement des CPDE, à la socialisation positive, à la Gestion des Activités Génératrice de Revenu (AGR)	1540 membres des comités de gestion, AME, GSAN et relais de santé sont formés à : leurs rôles et responsabilités, au plan de développement des CPDE, à la socialisation positive, à la Gestion des Activités Génératrice de Revenu (AGR)	0
1540 membres des comités de gestion et AME sont formés au respect des mesures barrière, au dispositif de prévention à la pandémie du COIVID 19	1540 membres des comités de gestion et AME sont formés au respect des mesures barrière, au dispositif de prévention à la pandémie du COIVID 19	0
1540 membres des comités de gestion et AME sont formés sur la prévention contre les exploitations d'abus sexuel (PEAS) 770 femmes et 770 hommes)	1540 membres des comités de gestion et AME sont formés sur la prévention contre les exploitations d'abus sexuel (PEAS) 770 femmes et 770 hommes)	0
425 membres des comités de gestion et AME sont formés en alphabétisation ; 225 femmes et 200 hommes)	425 membres des comités de gestion et AME sont formés en alphabétisation ; 225 femmes et 200 hommes)	0
Inscription de 3 600 enfants dans les 80 CDPE	4 118 enfants inscrits	+ 518
Les communautés des 55 CDPE sont appuyées dans la prise en charge du gouter de 50% des enfants inscrits dans les CDPE dont 1 088	Les communautés des 55 CDPE sont appuyées dans la prise en charge du gouter de 50% des enfants inscrits dans les CDPE dont 1 088	0
160 Mères éducatrices bénéficient de la subvention en raison de 02 mères par CDPE pour les 55 centres	160 Mères éducatrices bénéficient de la subvention en raison de 02 mères par CDPE pour les 55 centres	0
Les 50 CDPE sont dotés aux petits matériels pédagogiques (papier, stylos, etc.) et matériels de fonctionnement (mouchoirs, collations, etc.)	Les 50 CDPE sont dotés aux petits matériels pédagogiques (papier, stylos, etc.) et matériels de fonctionnement (mouchoirs, collations, etc.)	0
Les 80 CDPE sont dotés en kits ECD de fabrication locale.	Les 80 CDPE sont dotés en kits ECD de fabrication locale.	0

4.1.8 Titre du projet : Réponse Intégrée Rapide et Continue en Education, Protection de l'enfant, Santé Mentale et Soutien Psychosocial des enfants en situation d'urgence au Sahel (ECHO - PPP)

Partenaire Technique et Financier : Save the Children

Description et localisation du projet : le projet ECHO - Pilot Programmatic Partnership (ECHO PPP) a été initié par Save the Children pour répondre aux besoins d'éducation en situation d'urgence au niveau des cercles de Bankass et de Koro. Il a comme objectif de répondre aux besoins d'éducation en situation d'urgence au niveau de 20 villages dans les cercles de Bankass et de Koro. Il a une durée de 12 mois (janvier 2022 – janvier 2023), est exécuté dans 09 communes des cercles de Bankass et de Koro couvrant 40 villages/Ecoles : Ségué, Koulogon Habé, Kani Bonzon, Bankass, Soubala (cercle de Bankass) et Koro, Dougouténé I, Pel Maoude, Koporo Na (cercle de Koro).

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecarts
19 assemblées générales/rencontres d'information sont réalisées au niveau des villages cibles du projet.	19 assemblées générales/rencontres d'information sont réalisées au niveau de 20 villages cibles du projet touchant 689 Personnes composées de 480 Hommes et de 209 femmes	0
01 répertoire des enfants (déplacés et non déplacés) est produit.	01 répertoire des enfants (déplacés et non déplacés) est produit à partir d'un recensement des enfants. 1.589 enfants (779 filles et 810 garçons) ont été recensés dont 161 enfants déplacés (78 filles et 83 garçons).	0
Des cours de remédiation sont organisés au niveau des cercles de Bankass et de Koro.	401 élèves composés de 215 filles et de 186 garçons des ménages déplacés et familles hôtes de Bankass et de Koro ont bénéficié des cours de remédiation.	NA
19 comités locaux de protection de l'enfant (CLPE) sont mis en place au niveau de 19 villages cibles.	19 comités locaux de protection de l'enfant (CLPE) composés de 190 membres sont mis en place au niveau de 19 villages cibles des cercles de Bankass et de Koro.	0
190 membres CLPE sont orientés sur leurs rôles et responsabilités.	208 personnes composées de 117 hommes et 91 femmes sont orientées sur les rôles et responsabilités des membres CLPE.	+18
19 CLPE sont appuyés dans l'élaboration de leurs plans d'action.	19 plans d'action CLPE sont élaborés par 19 CLPE avec l'appui de l'équipe projet.	0
20 clubs scolaires sont mis en place ou redynamisés.	02 clubs scolaires sont mis en place et 18 clubs sont redynamisés.	0
20 clubs scolaires sont appuyés dans l'élaboration de leurs plans d'action.	20 plans d'action des clubs sont élaborés.	
20 CGS sont formés sur le changement climatique.	100 membres de 20 CGS composées de 22 femmes et de 78 hommes sont formés sur les effets et impacts du changement climatique.	0
20 écoles non fonctionnelles sont identifiées et retenues pour l'enseignement à distance.	20 écoles non fonctionnelles sont identifiées et retenues pour l'enseignement à distance en	0

	collaboration avec les CAP de Bankass et de Koro.	
Des groupes d'écoute sont mis en place dans les villages à école non fonctionnelle en fonction du nombre d'enfants disponible.	86 groupes d'écoute sont mis en place dans les villages à école non fonctionnelle.	NA
40 volontaires communautaires sont appuyés techniquement en collaboration avec les CAP de Bankass et de Koro.	40 volontaires communautaires composés de 26 hommes et de 14 femmes sont formés sur le contenu clé et les méthodologies et dotés en matériels didactiques et pédagogiques.	0
40 volontaires communautaires ont signé 01 convention de volontariat pour l'animation des groupes d'écoute	40 volontaires communautaires ont signé la convention de volontariat pour l'animation des groupes d'écoute.	0

4.1.9 Titre du projet : Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (SSA/P)

Partenaire technique et financier : Le Ministère de L'Education Nationale (MEN)

Description et localisation du projet : La Stratégie de Scolarisation Accélérée /Passerelle (SSA/P) est une formule éducative rapide de 09 mois, permettant aux enfants âgés de **08 à 12** ans, non scolarisés ou déscolarisés précoces d'intégrés ou réintégrer le système scolaire à partir de la quatrième année ou, à défaut, la troisième du fondamental. Le projet couvre **05** communes des cercles de Fana et Dioïla (Kaladougou, Kilidougou, Wacoro, Kèmè-Kafo et N'golobougou) dans la région de Dioïla pour une durée de 12 mois renouvelable (octobre 2022-septembre 2023). Son objectif est d'Accroître le taux brut de scolarisation et la promotion du droit des enfants et de la fille en particulier par l'accès à l'éducation et aux pièces d'état civil.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
Créer 30 centres dans 30 villages ou hameaux pour la campagne 2022-2023 ;	Les 30 centres ont été créés dans 30 villages ou hameaux par les superviseurs avec l'appui des autorités communales et leurs communautés	0
Acheminer les équipements vers les nouveaux	Les équipements ont été acheminé vers les nouveaux centres avec l'appui des comités de gestion des centres (CGC) ;	0
Recycler le personnel sur les thématiques de la SSA/P ;	Le personnel a été recyclé sur les thématiques de la SSA/P ;	0
Déployer les 30 animateurs dans leurs villages ou hameaux respectifs	Les 30 animateurs ont été déployés dans leurs villages ou hameaux respectifs avec l'appui des CGC	0
Finaliser une liste définitive des apprenants des 30 centres pour la campagne 2022-2023	Une liste définitive des apprenants pour les 30 centre a été finalisé pour la campagne 2022-2023 ;	0
Démarrer les cours au niveau des 30 centres	Les cours sont démarrés au niveau des 30 centres avec 625 apprenants	0
Signer les conventions entre animateurs et villages	Les conventions entre animateurs et villages ont été signé au niveau de tous les villages d'intervention du projet ;	0

Accélérer le processus du transfert des apprenants de la campagne 2021-2022 dans les écoles classiques	Le processus du transfert des apprenants de la campagne 2021-2022 dans les écoles classiques a été accéléré par les superviseurs avec l'appui des comités de gestion des centres (CGC) ;	0
--	--	---

4.1.10 Titre du projet : Projet d'Appui à l'inclusion Scolaire (PAIS)

Partenaire technique et financier : UNICEF

Description et localisation du projet : Cette seconde phase du projet est la suite des actions et résultats obtenus en dix-neuf (19) mois (2020 – 2022) par CAEB dans le cadre de sa collaboration avec l'UNICEF. Qui a permis d'insérer/réinsérés 46 612 enfants dont 20 859 filles et 25 753 garçons. Malgré ces résultats de nombreux enfants sont restés encore en marge du système éducatif. Pour combler le gap en termes d'enfants hors de l'école à insérer dans le système et assurer la continuité du projet, l'UNICEF avec l'appui de son partenaire l'UE décidé la poursuite des activités avec la prorogation du projet sur 12 mois allant de novembre 2022 à octobre 2023. Cet avenant vise à réinsérer ou insérer au niveau fondamental primaire 250 000 enfants, dont au moins 50% de filles, dé- et non scolarisés, dans les régions du Sud à plus haute démographie et exclusion scolaire (Koulikoro, Sikasso, Ségou, et Kayes). Dans la région de Kayes, il envisage d'enrôler, 31 260 nouveaux enfants dont au moins 50% de filles (Insertion directe : 27 000 ; Réinsertion : 2 160 Réinsertion à travers la SSA/P : 1 500.)

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
56 émissions radio et spots sont réalisés	71 émissions radio et spots sont réalisés	+15
65470 enfants de 7-8 ans qui n'ont jamais fréquenté l'école primaire sont insérés directement dans les écoles PAIS	26470 enfants de 7-8 ans qui n'ont jamais fréquenté l'école primaire sont insérés directement dans les écoles PAIS	-39000
840 enfants de 9-10 ans qui ont déjà fréquenté l'école pendant un ou deux ans sont réinsérés dans le système	840 enfants de 9-10 ans qui ont déjà fréquenté l'école pendant un ou deux ans sont réinsérés dans le système	0
52 centres de SSA/P sont mis en place et fonctionnel	53 centres de SSA/P sont mis en place et fonctionnel	+1
1300 apprenants sont recrutés dans les SSA/P	1514 apprenants sont recrutés dans les SSA/P	+214
1300 apprenants sont évalués et transférables	1514 apprenants sont évalués et transférables	+214
861 CGS sont évalués	824 CGS sont évalués	-37
1232 membres des associations de Mères d'élèves (AME) ou de Comité de Gestion Scolaire (CGS) sont formés selon les Critères de la CADDE	1491 membres des associations de Mères d'élèves (AME) ou de Comité de Gestion Scolaire (CGS) sont formés selon les Critères de la CADDE	+259

34788 élèves dans les établissements d'enseignement ciblés sont dotés en matériels scolaires	39000 élèves dans les établissements d'enseignement ciblés sont dotés en matériels scolaires.	+4212
--	---	-------

4.1.11 Titre du projet : ACCEL Africa Mali

Partenaire technique et financier : Bureau International du Travail (BIT)

Description et localisation du projet : ACCEL intervient dans la région de Sikasso plus précisément à Niéna et Koumantou pour une période de 32 mois (le programme, à l'initial était de 12 mois (d'octobre 2021 à septembre 2022), mais au vu des retards de fonds, une prolongation sans coût de 6 mois (d'octobre 2022 à mars 2023) a été ajoutée. Son objectif est de Contribuer à la réduction du travail des enfants de 08 à 12 ans dans les zones cotonnières et aurifères de Sikasso à travers des opportunités de réinsertion sociale par l'octroi de services d'éducation de base notamment la Stratégie de Scolarisation Accélérée/ Passerelle.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
03 rencontres pédagogiques sont tenues.	3 rencontres pédagogiques ont été tenues en présence.	0
96 suivis sont effectués dans les différents villages d'interventions.	144 suivis ont été effectués dans les différents villages d'interventions par le Coordinateur	+48
04 rapports trimestriels et 6 DBMR sont disponibles.	4 rapports trimestriels ont été rédigés ; Et 6 DBMR ont été mise à jour.	0
01 atelier tenu ; les stratégies de lutte contre le travail des enfants sont élaborées à travers ledit atelier	1 atelier de Rencontre de Comité d'Appui et d'Orientation du Programme a été tenu	0
01 atelier de partage des bonnes pratiques, des leçons apprises est tenu.	Atelier de partage des bonnes pratiques, des leçons apprises non tenu suite à l'indisponibilité de fonds.	-1
01 rencontre des cadres est tenue ;	Rencontre des cadres de concertation pour le suivi des actions de lutte contre le travail des enfants au niveau cercle non tenu suite à l'indisponibilité de fonds.	-1
16 comités de veille sont mis en place avec 112 membres.	16 comités de veille ont été mis en place avec 112 membres.	0
437 enfants inscrits sont réguliers ; - Les parents des 437 enfants sont engagés pour mobiliser les ressources nécessaires.	437 enfants inscrits ont régulièrement fréquenté les centres ; - Les parents des 437 enfants sont engagés pour mobiliser les ressources nécessaires pour l'éducation de leurs enfants	0
80 membres du comité de gestion jouent leurs rôles et responsabilités.	80 membres du comité de gestion ont été formés par rapport à leurs rôles et responsabilités (dont 32 femmes et 48 hommes.)	0

80 membres du comité de gestion et les leaders communautaires sont orientés sur le concept droit des enfants à travers la tenue d'1 atelier	80 membres du comité de gestion et les leaders communautaires ont été orientés sur le concept droit des enfants à travers la tenue d'1 atelier.	0
96 réunions de CGC sont tenues autour de l'éducation des enfants.	98 réunions ont été tenues par les membres de CGC	02
Les communautés sont sensibilisées à travers la diffusion de spots 600 fois.	600 diffusions de spots de sensibilisation ont été diffusés après la signature de contrats avec 02 radios locales ;	0
16 conventions sont signées pour l'abandon du travail des enfants	16 conventions locales d'abandon du travail d'enfants ont été Signées avec les communautés de 16 villages d'intervention.	0
1 152 suivis sont effectués par les membres de comité de gestion.	Les centres ont été suivis 1178 fois par les communautés.	+26
48 assemblées générales sont tenues par les membres de CGC	48 assemblées générales sont tenues par les membres de CGC.	0
452 apprenants ont les dossiers scolaires constitués.	315 apprenants ont les dossiers scolaires constitués dont 181 garçons et 134 filles	-137 apprenants
16 écoles sont disponibles pour accueillir les apprenants.	15 écoles ont accueilli les apprenants transférés	-1
2 missions sont effectuées par le MEN ;	2 missions de suivi des normes et standards de la SSA/P ont été effectuées par le MEN	0
6 missions sont effectuées par les CAP ;	6 missions de suivi trimestriels ont été effectués par les CAP de Niéna et Koumantou.	0
452 apprenants sont évalués et transférés en classe de 4 ^e et 3 ^e année fondamentale	- 4eme Année : 365 admis soit 80,76% -3eme Année : 87 admis soit 19,24%	0
1137 apprenants transférés fréquentent les écoles	1 135 enfants transférés fréquentent les écoles	-2 cas de décès

17. DEPARTEMENT SANTE

Le département de Santé de CAEB a géré courants 2022 neufs projets de santé dont trois sous régionaux que sont : i) Donner aux futures sage-femmes et matrones les moyens d'améliorer l'accès aux services SDRS pour les jeunes et les adolescents au Mali et au Burkina Faso (financé par Niffic/Cordaid) et ii) les subventions Stratégique et de Partenariat financés par Amplify Change ils interviennent respectivement dans 09 pays de l'Afrique de l'ouest (Mali, Benin, Togo, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie, le Niger et la Guinée) et 04 pays (Mali, Guinée, Burkina faso et le Niger). Sur les neuf projets du département, deux (02) sont exécutés au centre et à l'ouest du Mali avec l'appui financier de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas il s'agit de (SRDS) DEBBO Alafia 2 et de JL SRAJ.

Le projet Actions Concertées pour l'Amélioration de la Santé de la Reproduction et la Promotion des Droits Sexuels des Femmes et des Filles (Debbo Alafia2) est exécuté par le consortium ASDAP, AEN, AMSS et CAEB il couvre 03 régions du Mali réparties entre les membres du consortium ASDAP à Ségou, CAEB à Mopti et AMSS et AEN à Tombouctou, quant au projet Jeunes Leaders Santé de la Reproduction des Adolescents et Jeunes (JL SRAJ) mis en œuvre par CAEB, couvre les régions de (Nioro, Koulikoro, Dioïla, Ségou, San Mopti et Bandiagara). Enfin les partenaires UNICEF, Conemund, SIA Andalusia et Help Allemagne financent chacun un projet respectivement sur la lutte contre les VBG (Spotlight à Sikasso, Bougouni et Garalo), la promotion de SRDS (AFPA à Sikasso), la nutrition/l'appui au Personnes Déplacées Internes et le Wash.

4.1.12 Titre : Autonomisation économique et sociale des femmes de la région de Sikasso (Mali), à partir de la transformation et de la commercialisation des anacardes, Objectif Spécifique 04 « OS4. Amélioration de la planification familiale, et de l'éducation sexuelle et reproductive »

Partenaire Technique et Financier : Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le développement (AECID).

Description et Localisation du projet : Démarré en 2019 pour une durée de 05 ans (2019-2023), le projet vise à promouvoir et consolider l'autonomisation économique et sociale des femmes de la région de Sikasso à travers le renforcement de leur participation dans la chaîne de valeur de l'anacarde d'une part et l'amélioration de la planification familiale, de l'éducation sexuelle et reproductive, dans 24 communes rurales de 04 cercles de la Région de Sikasso (ancien découpage Sikasso, Kadiolo , Kolondièba, Bougouni).

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022.

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecarts
16 Centres de référence offrant les services PF sont couverts par les activités du projet	16 Centres de référence offrant les services PF	0
2000 séances d'IEC réalisées sur la SR/PF	2648 séances réalisées sur la SR/PF	648
25000 personnes touchées par les IEC	27 952 touchées par les IEC soit 23729 Femmes et 4223 Hommes	2952
L'utilisation des produits contraceptifs est promue	813 Pilules, 829 In-plano, 2284 Jadelles, 437 DIU, 352 Injectables ,1178 Sayana Press, 2652 ont été administrés 4005 Condoms utilisés et 1494 Méthode Mama adoptées	
16 agents de santé recyclés sur SR/PF	En termes de traitement, 2989 cas d'IST ont été détectés et traités soit 2569 femmes et 420 hommes. 8542 Tests de dépistage ont été effectués soit 1250 hommes et 7292 femmes ayant permis de diagnostiquer et référés 125 cas référés soit 77 Femmes et 48 Hommes.	0
32 coopératives encadrées par le projet.	32 coopératives sont encadrées par le projet	0

4.1.13 Titre : Spotlight /Promotion des Droits des Filles, des Femmes, des Garçons et des Hommes à travers le Renforcement des Actions en faveur de l'Abandon des MGF, du mariage d'enfant et autres formes de VBG dans la région de Sikasso, dans les cercles de Bougouni et Sikasso »

Partenaire technique et Financier : UNICEF

Description et localisation du projet : Le Gouvernement du Mali et ses partenaires, notamment 05 agences des Nations Unies et de l'Union Européenne, mettent en œuvre le **Programme Initiative Spotlight**. Son objectif est de contribuer à l'élimination de la violence faite aux femmes et filles, violence basée sur le genre, des pratiques néfastes et des obstacles à l'accès aux droits à la santé reproductive. Il s'attache à consolider les acquis en mettant en place un dispositif plus efficace de lutte contre les VBG et de promotion des droits à la santé reproductive, à travers des approches innovantes réparties en six (06) piliers notamment :

- Le renforcement d'un cadre juridique et politique favorables,

- Des institutions efficaces et coordonnées,
- Une mobilisation et responsabilisation des communautés,
- Un accès accru et équitable aux services de prise en charge holistique et intégrée,
- Un accès et usage de données statistiques de qualité, et
- Des organisations de défense des droits de la femme renforcées et dynamiques.

Dans ce dispositif, l'UNICEF a en charge la réalisation des activités du Pilier 3 qui consiste à promouvoir les normes, attitudes et comportements sociaux équitables en matière de genre dans les régions de Sikasso et de Bougouni. Pour faciliter l'atteinte de cet objectif, UNICEF travaille avec l'ONG CAEB qui à son tour a noué un partenariat avec deux (02) ONG nationales Maliennes à savoir : ADDEF et IWENE pour faciliter la mise en œuvre des activités du programme dans les deux régions administratives précitées.

Les activités sont mises en œuvre dans 04 Communes des 2 régions : Bougouni (Commune urbaine de Bougouni et la commune rurale de Garalo) et Sikasso (commune urbaine de Sikasso et la commune rurale de Dandéréso). Après une première année de mise en œuvre des activités du programme par CAEB et ses partenaires la signature dont les résultats ont permis à l'Unicef de renouveler sa confiance à CAEB par la signature d'un avenant de 12 mois.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
3115 personnes ont participé promotion des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre et l'exercice de leurs droits,	340/383 femmes, 922/1386 filles, 896/1346 garçons 277/260 hommes ont participé à l'école à des programmes de promotion des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre et l'exercice de leurs droits, y compris les droits à la SSR y compris les risques accrus des VBG liées au COVID 19 et les mesures de prévention.	-940
2200 personnes ont participé en dehors de l'école	758/725 femmes et 315/450 filles, 609/500 hommes et 496/525 garçons ont participé hors de l'école à des programmes de promotion des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre et l'exercice de leurs droits, la SSR y compris les risques accrus des VBG liées au COVID 19 et les mesures de prévention	-22
2949 adolescentes ont bénéficié d'intervention de prévention et de soins pour lutter contre le mariage des enfants pendant l'année dans les écoles y compris les risques accrus des VBG liées au COVID 19 et les mesures de prévention	1056 /2949 adolescentes ont bénéficié d'intervention de prévention et de soins pour lutter contre le mariage des enfants pendant l'année dans les écoles y compris les risques accrus des VBG liées au COVID 19 et les mesures de prévention	-1893
142 adolescentes (10-19 ans) ont bénéficié d'interventions de prévention et de soins pour lutter contre le mariage des enfants pendant l'année en dehors de l'école (groupements d'adolescentes déscolarisées, non scolarisées, espaces filles-femmes) y compris les risques accrus des VBG liées au	206/142 adolescentes (10-19 ans) ont bénéficié d'interventions de prévention et de soins pour lutter contre le mariage des enfants pendant l'année en dehors de l'école (groupements d'adolescentes déscolarisées, non scolarisées, espaces filles-femmes) y compris les risques accrus des VBG liées au COVID 19 et les mesures de prévention	64

COVID 19 et les mesures de prévention		
1188 femmes, 2250 hommes, 1647 filles et 2159 garçons assistent régulièrement à des programmes communautaires pour promouvoir des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre, y compris la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles, y compris les risques accrus des VBG liées au COVID 19 et les mesures de prévention	790/1188 femmes, 1333/2250 hommes, 944/1647 filles et 1432/2159 garçons assistent régulièrement à des programmes communautaires pour promouvoir des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre, y compris la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles, y compris les risques accrus des VBG liées au COVID 19 et les mesures de prévention	-2545

4.1.14 Titre : Assistance Wash en soutien aux populations vulnérables affectées par les conflits dans le cercle de Mopti.

Partenaire technique et financier : Help Allemagne

Description/localisation du projet : le projet, « Assistance Wash en soutien aux populations vulnérables affectées par les conflits dans le cercle de Mopti », a été élaboré par l'ONG allemande Help. Ce projet est financé par la coopération allemande et exécuté par l'ONG CAEB dans cinq (05) communes du cercle de Mopti (à savoir Sio, Mopti, Socoura, Fatoma et Konna). L'objectif global de ce projet est de Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations affectées par la crise à travers une réponse en eau, hygiène et assainissement dans le cercle de Mopti. Il a une durée de 02 ans (2021-2022).

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
48 sites (villages) déclenchés/relancés en ATPC sont suivis.	48 sites (villages) déclenchés/relancés en ATPC sont suivis.	0
Construction de latrine dans 60 villages	70 latrines réalisées dans 70 villages de 04 communes	
Les 12 CGPE sont suivis et accompagnés pour la bonne gestion des ouvrages.	Les 12 CGPE sont suivis et accompagnés pour la bonne gestion des ouvrages.	0
23 AUEP sont appuyés dans l'ouverture des comptes bancaires.	23 AUEP sont appuyés dans l'ouverture des comptes bancaires.	0
10 clubs sont suivis	11 clubs sont suivis	1
60 latrines réalisées	60 latrines réalisées	
70 latrines réhabilitées	85 latrines réhabilitées	15

4.1.15 Titre : Projet Actions Concertées pour l'Amélioration de la Santé de la Reproduction et la Promotion des Droits Sexuels des Femmes et des Filles (SRDS) DEBBO Alafia 2 de la région de Mopti
Partenaire Technique et Financier : Ambassade du Royaume des Pays-Bas

Description/Localisation du projet : Le projet Debbo Alafia 2 est la suite de Debbo Alafia qui couvrait les 08 cercles de la région de Mopti de 2017 à 2020, les objectifs, les zones d'intervention et les cibles restent les mêmes. Il vise à soutenir les initiatives des acteurs locaux de la région de Mopti vouée à améliorer la santé de la reproduction et les droits reproductifs et sexuels des communautés (hommes et femmes, filles et garçons) et à promouvoir le respect des droits des femmes et des filles. Cette seconde phase a démarré en 2021 pour une durée de 04 ans (2021-2024).

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
Conventions signées pour l'abandon des PTN	102 conventions signés pour l'excision 104 conventions signées pour l'abandon du mariage précoce.	
Prise en charge de 96 survivantes des VBG	96 survivantes ont été prises en charge par le projet des VBG	
50344 adolescent/es informées sur la PF - % filles - % garçons	685 811 adolescent/es ont été informés sur la planification familiale	454682
55 047 femmes utilisant la PF (méthode moderne)	55 047 femmes utilisent la planification familiale (méthode moderne).	-
15 jeunes leaders formés jouant un rôle dans la promotion de la PF	451 jeunes leaders ont été formés et jouent un rôle dans la promotion de la planification familiale	436
171 leaders locaux et nationaux ayant participé à des activités de lobby sur la PF	171 leaders avec 89 Femmes et 82 Hommes ont participé aux activités de lobby sur la PF	-
012 plaidoyers/lobby organisés au niveau régional et national	012 activités de plaidoyer organisées sur la PF	-

4.1.16 Titre : Programme Jeunes Leaders Santé de la Reproduction des Adolescents et Jeunes (JL/SRAJ)

Partenaire Technique et Financier : Ambassade du Royaume des Pays-Bas

Description/Localisation du projet : Le Programme Jeunes Leaders Santé Reproductive des Adolescents et Jeunes est une initiative de l'Alliance CAEB-CORDAID dans le but de contribuer à l'Amélioration des Indicateurs de santé en général et spécifiquement ceux de la santé reproductive des adolescents et des jeunes Dans 05 régions du Mali (Nioro, Koulikoro, Dioïla, Ségou, San et Mopti. Il a une durée de 07 ans répartie En 02 phases : phase pilote octobre 2019- septembre 2021 et une phase d'extension octobre 2021- septembre 2027.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
--------------------	--------------------	-------

757800 adolescents et jeunes disposent d'informations correctes sur la SR/PF (Comportements, VIH/Sida, grossesses et mariages précoces, MGF).	891714 adolescents et jeunes disposent d'informations correctes sur la SR/PF (Comportements, VIH/Sida, grossesses et mariages précoces, MGF)	133914
129 400 jeunes touchés (parité filles-garçons) utilisent les mesures préventives contre le VIH-Sida, les IST et les grossesses non désirées	155135 jeunes touchés (parité filles-garçons) utilisent les mesures préventives contre le VIH-Sida, les IST et les grossesses non désirées	25735
4000 jeunes leaders formés participent activement aux prises de décisions concernant les droits sexuels et reproductifs au niveau village, commune, cercle, régional et national	3833 jeunes leaders formés participent activement aux prises de décisions concernant les droits sexuels et reproductifs au niveau village, commune, cercle, régional et national	-167
500 communautés ont abandonné les MGF et le mariage précoce.	203 communautés ont abandonné les MGF et le mariage précoce	-297
22 312 jeunes formés sont capables de former et d'informer leurs pairs	28 008 jeunes formés sont capables de former et d'informer leurs pairs	5696
70 000 jeunes qui utilisent régulièrement le préservatif lors des rapports sexuels à risque	84818 jeunes qui utilisent régulièrement le préservatif lors des rapports sexuels à risque	14818
884 000 séances d'information et de sensibilisation menées sur la SR/PF	920 832 séances d'information et de sensibilisation menées sur la SR/PF	36 482

4.1.17 Titre du projet : Subvention Stratégique E4HQ-2W3R-TV_AmplifyChange Santé de la Reproduction et Droits Sexuels/Plaidoyer.

Partenaire Technique et Financier : Amplify Change

Description/Localisation du projet : Le projet a été initié par le consortium CAEB-Ebenezer International pour une mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies de DSSR en Afrique de l'ouest et en Afrique australe. La subvention Stratégique en cours depuis 2020 pour une durée de 30 mois, se propose de Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des OSC pour une meilleure mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'impact des politiques dans 09 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Benin, Togo, Sénégal et la Mauritanie).

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
Une planification rigoureuse du plaidoyer,	Une planification rigoureuse du plaidoyer	0
Un engagement et une influence accrues des OSC sur les processus politiques et budgétaires.	Un engagement et une influence accrues des OSC sur les processus politiques et budgétaires.	0
09 plans de plaidoyer élaborés	09 plans de plaidoyer élaborés par les coalitions des 09 pays 05 plaidoyers numériques réalisés à travers les médias	0

09 coalitions des OSC des 09 pays ont amélioré la qualité des données et de l'analyse qui permettent aux défenseurs des droits d'utiliser l'évidence pour soutenir leur travail,	07 coalitions des OSC des 07 pays ont amélioré la qualité des données et de l'analyse qui permettent aux défenseurs des droits d'utiliser l'évidence pour soutenir leur travail,	0
Capacité renforcée des OSCs des 09 pays à plaider en faveur des DSSR	Capacité renforcée des OSCs des 09 pays à plaider en faveur des DSSR	0
Engagement accru des alliés potentiels dans l'ensemble des secteurs et des mouvements,	Engagement accru des alliés potentiels dans l'ensemble des secteurs et des mouvements	0
Renforcement de la collaboration entre les OSC.	Renforcement de la collaboration entre les OSC.	0

4.1.18 Titre du Projet : Subvention Partenariat AmplifyChange REQG-8JEY-HF « Subvention d'autonomisation des OSC pour promouvoir les DSSR dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest.»

Partenaire Technique et Financier : Amplify Change

Description/Localisation du projet : Cette subvention a été initiée et exécutée par le consortium CAEB-Ebenezer International pour renforcer les solidarités et les relations entre différents groupes de la société civile travaillant dans la même région sur des sujets convergents. Elle donne l'opportunité aux organisations membres dudit consortium d'assurer l'octroi de subventions à de plus petites OSC pour promouvoir des initiatives de DSSR menées localement et faciliter le renforcement de leurs capacités institutionnelles et managériales. Elle se propose de fournir des connaissances et faciliter les initiatives conjointes de plaider des petites OSC et faciliter le renforcement des capacités de gestion, de mobilisation de ressources et de mise en réseau. La subvention est implémentée dans 4 pays de l'Afrique de l'Ouest francophone (Guinée, Mali, Niger, Sénégal).

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
Recrutement des experts	01 Directeur, et 11 experts recrutés dont 07 séniors	0
01 étude est réalisée pour déterminer : <ul style="list-style-type: none"> Le rapport d'analyse de l'économie politique du secteur DSSR La cartographie des principaux canaux de financement des DSSR au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal ; La cartographie des initiatives de plaider financées dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal. 	01 étude est réalisée dans les 04 pays cibles du projet <ul style="list-style-type: none"> Le rapport d'analyse de l'économie politique du secteur DSSR est connu La cartographie des principaux canaux de financement des DSSR au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal est disponible La cartographie des initiatives de plaider financées dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal est disponible. 	0
15 OSC ont reçu le financement de leur initiative en santé de la reproduction dans les 04 pays (Mali, Guinée, Sénégal et Cote d'Ivoire)	30 OSC ont soumis leur proposition à la commission de sélection.	

4.1.19 Titre du Projet : "Action Humanitaire de Réponse aux Besoins Sanitaires et Nutritionnels des Personnes Déplacées Internes dans la Région de Ségo comme Conséquence de la Crise Multidimensionnelle Chronique et de la Covid-19"

Partenaire Technique et Financier : Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement (AACID) /Solidaridad Internacional Andalusia (SI-A).

Description et Localisation du projet : Le projet "Action Humanitaire de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition" est financé par Solidaridad Internacional Andalusia et exécuté par l'ONG CAEB dans la Région de San pour une durée de 03 ans (2020-2022). Son objectif est de réduire la malnutrition aiguë des enfants et des femmes enceintes et femmes allaitantes dans le district sanitaire de San et Tominian, notamment les 06 aires de Santé, San, Sourountouna et Tourakolomba (District Sanitaire de San) et Tominian, Yasso et Tétou (District Sanitaire de Tominian).

Situation des résultats à la date du 31 décembre 2022 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
03 aires de santé couvertes par le projet	03 aires de santé couvertes par le projet	-
02 districts de santé couverts	02 districts de santé couverts par le projet	-
84 villages couverts par le projet	84 villages sont couverts par le projet	-
Formation de 220 relais communautaires	234 relais communautaires formés	14
15 agents de santé appuyés par le projet	19 agents de santé appuyés par le projet	04
15 GSAN installés dans les villages	16 GSAN installés dans les villages	01
05 communes sont dotées de kits Agricoles	05 communes sont dotées d'un kit de (500kgs d'engrais, 120 kgs de semence d'arachide, 120 kgs de haricot	0
05 CScom sont réhabilités	05 CScom sont réhabilités	0
Rehabilitation d'01 CRef	01 CRef réhabilité et équipe en matériel roulant et équipements	0



Photo du matériel roulant remis au CSREF du district sanitaire de Tominian et le Cscm réhabilité

4.1.20 Titre : Donner aux futures sage-femmes et matrones les moyens d'améliorer l'accès aux services SDSR pour les jeunes et les adolescents au Mali et au Burkina Faso

Partenaire Technique et Financier : Nuffic/Cordaid

Description et localisation du projet : L'objectif principal est de Renforcer la coopération entre les écoles de santé et des professionnelles en matière de SDSR des jeunes et des adolescents par des formations de mesure adaptées à la sous-région. Pour une durée de 12 mois (juillet 2021-Juin 2022) il a également donné aux futures sage-femmes et matrones les moyens d'améliorer l'accès aux services SDSR pour les jeunes et les adolescents au Mali et au Burkina Faso.

Situation des résultats à la date du 31 décembre 22 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecart
03 écoles partenaires ont des politiques d'intégrité écrit et publié	03 écoles partenaires ont des politiques d'intégrité écrit et publié	0
15 d'enseignants ont développé les connaissances, sur les SDSR des adolescents	15 d'enseignants ont développé les connaissances, sur les SDSR des adolescents	0
15 enseignants possédant les aptitudes et les compétences nécessaires pour enseigner aux étudiants la prestation de services SDSR dans un cadre convivial et axé sur le client	09 enseignants possédant les aptitudes et les compétences nécessaires pour enseigner aux étudiants	-6
06 formations/cours développées (ou mises à jour) à combiner avec un ajout au programme d'études de compétences générales et pratiques	06 formations/cours développées (ou mises à jour) à combiner avec un ajout au programme d'études de compétences générales et pratiques	0
15 personnes capables d'enseigner des compétences pratiques par le biais du laboratoire de compétences sociales.	15 personnes capables d'enseigner des compétences pratiques par le biais du laboratoire de compétences sociales.	0
03 d'écoles disposent d'un laboratoire de compétences sociales opérationnel	03 d'écoles disposent d'un laboratoire de compétences sociales opérationnel	0
03 écoles ont un partenariat avec une association de jeunes pour fournir un soutien dans des sessions de formation réalistes (jeux de rôle pour les jeunes dans la "vie réel")	03 écoles ont un partenariat avec une association de jeunes pour fournir un soutien dans des sessions de formation réalistes (jeux de rôle pour les jeunes dans la "vie réel")	0

18. SERVICES ESSENTIELS

Le projet Services de Conseil et de Soutien aux organisations de la société civile est un projet de renforcement de capacité et d'appui conseil. Il est implémenté par l'ONG CAEB au Mali et en République de Guinée. Au démarrage il ciblait 17 organisations partenaires dont 10 au Mali et 07 en Guinée, il faut signaler qu'une organisation Guinéenne a désisté.

4.1.21 Titre du projet : Services de conseil et de soutien (SCS) Mali et Guinée

Partenaire Technique et Financier : Pain Pour le Monde

Description et localisation du projet : Le projet exécuté par CAEB au Mali et en Guinée pour soutenir les partenaires locaux à travers leurs projets pour une durée de trois ans. Les principaux domaines sont les suivants : la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique, le renforcement de capacité de la société civile et les droits fonciers. Les OSC partenaires du projet se trouvent dans presque toutes les régions du Mali, en Guinée dans la région forestière. Les groupes cibles des organisations partenaires sont notamment les femmes, les jeunes et les enfants, les agriculteurs, les associations paysannes, les groupements de producteurs, les autorités locales et la population urbaine jeune de 18 à 30 ans en général

Le projet vise à apporter aux organisations partenaires les capacités à satisfaire aux exigences dans les domaines de la gestion financière et des PSE orientés vers les effets directs et les impacts, ou à les renforcer.

Situation des Résultats à la date du 31 décembre 22 :

Résultats attendus	Résultats atteints	Ecarts
Les besoins de 17 organisations partenaires en matière de conseil et de soutien en ce qui concerne les questions financières liées aux conditions de subvention sont identifiés	Les besoins de 16 organisations partenaires en matière de conseil et de soutien en ce qui concerne les questions financières liées aux conditions de subvention ont été identifiés	-01 Le projet a travaillé avec 16 organisations sur 17 prévues
17 organisations partenaires sont renforcées pour satisfaire les critères en matière de planification financière/budgétaire, de contrôle des recettes et des dépenses et de création de rapports financiers	16 organisations partenaire (10 au Mali et 06 en Guinée) ont été renforcées sur la planification financière/budgétaire, de contrôle des recettes et des dépenses et de création de rapports financiers	-01
17 organisations partenaires sont appuyées dans la mise en œuvre de modifications ponctuelles dans l'organisation partenaire et/ou le projet qui sont nécessaires pour remplir les conditions de subvention du mandat	16 organisations partenaires sont appuyées dans la mise en œuvre de leurs projets	-01
17 organisations partenaires sont appuyées afin d'identifier d'éventuels autres besoins en conseil qui dépassent de simples modifications ponctuelles	16 organisations partenaires sont appuyées afin d'identifier d'éventuels autres besoins en conseil qui dépassent de simples modifications ponctuelles	-01
17 organisations partenaires sont appuyées dans la sélection et à la désignation d'auditeurs en rapport avec les aides accordées par le mandat	16 organisations partenaires sont appuyées dans la sélection et à la désignation d'auditeurs en rapport avec les aides accordées par le mandat	-01
17 organisations partenaires sont appuyées dans la préparation d'audits auprès des organisations partenaires du mandan	16 organisations partenaires sont appuyées dans la préparation d'audits auprès des organisations partenaires du mandan	-01

Remarque



Bien noter que les projets PACETEM, et LCIANK ne figurant pas dans la partie technique ressortent au niveau de la financière par ce qu'après leur clôture (la fin des contrats des équipes de mise en œuvre) des activités ponctuelles ont été réalisées par des consultants (études, évaluations et ou le préparation des audits comptables.)

5 VIE ASSOCIATIVE DE CAEB EN 2022

L'ONG CAEB est animée par trois organes qui sont :

19. **Le comité exécutif : Il est composé de 05 membres a organisé courant l'année 2022, trois (03) réunions dont 02 élargie au Comité de Management Administratif qui a représenté le personnel de la Direction exécutive afin de faire le point de l'exécution des activités planifiées et les résultats obtenus courant 2022.**
20. **L'assemblée générale : En plus des réunions du comité, une (01) assemblée générale a été tenue le 15 décembre 2022 au siège de l'ONG. Elle a été consacrée à la présentation du bilan des actions menées au cours de l'année 2022 et la détermination des grandes orientations de l'ONG pour 2023.**

Les membres du comité exécutif ont réalisé 04 missions de suivi et d'appui technique à certains projets en cours d'exécution au niveau des différentes zones d'intervention de l'ONG.

21. **Le secrétariat permanent/Direction exécutive : Au total, trois (03) réunions sur trois (03) de la coordination des programmes ont été tenues courant 2022 auxquelles les responsables de département et les coordinateurs de projets et certains membres du comité technique et de la mobilisation des ressources ont présenté les réalisations, les contraintes/difficultés et les solutions apportées conformément à leurs plans d'actions annuels,**

Il faut noter que des réunions de coordination c'est-à-dire des réunions qui sont régulièrement tenues par projet dans les différentes zones d'intervention auxquelles le secrétaire Général, le coordinateur des programmes, le chargé de suivi/évaluation, les responsables des départements ou les membres de la cellule technique participent pour apporter leurs expertises techniques dans le développement du domaine d'activité ciblé. Des sessions de formation ont été organisées pour renforcer les capacités du personnel de management administratif, financière et programmatique en matière de gestion des ressources, de démarche méthodologique de mise en œuvre de projets, planification des activités, gestion des ressources et le suivi/évaluation. Ces formations dans la plupart des cas ont été réalisées sur fonds propre de CAEB. Le secrétariat permanent ou Direction dans sa stratégie de fonctionnement pour la réussite de sa mission a procédé aux renforcement des capacités techniques des trois responsables des départements de l'agriculture, de la Santé et de l'éducation. Il a aussi mise en place un cadre d'échange avec les deux comités de la direction à savoir :

- 5.1.1 **Le Comité de Management Administratif (CMA) : L'organe de suivi de la gestion des actions de la direction et des programmes, le comité de management administratif est composé de quatre (04) membres (Secrétaire Général, la Responsable Administrative et Financière, le Coordinateur des programmes et le Responsable du département du suivi/évaluation) se réunit hebdomadairement en début de semaine afin d'échanger sur les planifications de l'ONG et suivre les réalisations et l'application des recommandations internes (Missions) et externes (évaluations et audits externes.)**
- 5.1.2 **Le Comité Technique de Mobilisation des Ressources (CTMR) : Il est composé de coordinateurs de projet, des personnes ressources réunis autour du secrétaire général et le coordinateur des programmes. Le comité technique de mobilisation des ressources se réunit sur convocation du SEGAL et ou du coordinateur des programme pour analyser et ou répondre aux appels à proposition.**

En matière des ressources disponibles, au 31 décembre 2022, CAEB dispose :

5.1.3 Les ressources humaines au niveau :

Du siège à Bamako : Le personnel administratif assure la coordination technique et financière de l'ensemble des projets et programmes de l'ONG, la finalisation et la transmission aux PTF (Partenaires techniques et financiers) des différents rapports.

Des représentations locales : Considérées comme le niveau opérationnel, CAEB dispose d'un personnel pluridisciplinaire composé de coordinateurs, de superviseurs et d'animateurs pour l'exécution des différents projets et programmes.

Effectif du personnel dans les différentes localités se présente comme suit :

Postes	Zones									Total
	Bamako	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Bougouni	San	Dioïla	
Secrétaire Permanent	1									1
Coordinateur des Programmes	1									1
Gestionnaire	2					1				3
Chargé de suivi/évaluation	2	1				1	1			5
Chef de département	1		2							3
Chargé à la communication	1									1
Auditeur interne	1									1
Chargé de mobilisation	1									1
Gestionnaire de bases de données	1									1
Comptables	7	1		1		2	2	1		14
Chargé de plaidoyer	1									1
Assistants administratif	1		1		1	1				4
Logisticien	1									1
Coordinateur /chef de projet	3	1	3	3	2	4	3	1	2	22
Superviseur /experts		9	3		4	6	6		1	29
ADC/Animateur		18	4	13	8	13	11		9	76
Animateur de centres		50	30	16						96
Chauffeurs	6	1	2		1	2				12
Total	30	81	45	33	16	30	23	2	12	272

5.1.3.1 Les ressources matérielles : CAEB dispose des bureaux dans les villes de Bamako (Bureau principal R+2 avec 13 bureaux, 02 salles de réunion et 02 salles de conférence), Kolokani (09 bureaux, 01 salle de conférence, 01 hangar aménagé pour les rencontres). Mopti (Bâtiment R+2 avec 15 bureaux 02 salles de réunion et 01 salle de conférence) Elle dispose également des antennes dans les cercles de Bougouni, Ségou, Nioro et Sikasso et des sous bureaux à Dioïla et Banamba. Tous ces bureaux sont équipés de mobiliers, d'équipements informatiques et bureautiques. Le personnel programmatique basé dans les différentes localités est doté de matériels et équipement pour assurer l'exécution des programmes.

En plus, L'ONG CAEB dispose de 11 véhicules pour le suivi et la supervision des activités sur le terrain et d'assurer la liaison avec les partenaires techniques et financiers.

5.1.3.2 Les ressources financières : Le solde trésorerie en début l'exercice 2022 était de **1 431 242 648 FCFA**, Le montant total des fonds reçus au cours de l'année est de **4 355 799 563 CFA**, le montant des budgets des projets est de **5 818 749 204 CFA**, les dépenses effectuées s'élèvent à **4 208 003 933 CFA**, les montants en solde disponibles (banques et caisse) sont **610 745 271 FCFA**.

Les ressources mobilisées proviennent essentiellement des projets financés par les différents partenaires, des frais de gestion de projets et des frais de prestations de services.

36. PLAN D'ACTION ANNUEL DU COMITE DE MANAGEMENT ADMINISTRATIF DE CAEB 2023

Résultats attendus	Activités	Période				Responsables	Personnes impliquées
		T1	T2	T3	T4		
Axe 1: Renforcement institutionnel							
CAEB dispose des documents de gestion adaptés et fonctionnels	Harmonisation des documents de gestion technique opérationnelle et financière					Coordinateur des programmes	Gestionnaire Administrative et financière, Responsables de département
	Amélioration des procédures internes (veiller à l'application des procédures)					Coordinateur des programmes	Gestionnaire Administrative et financière, Responsables de département
01 plan de communication est disponible et fonctionnel	Renforcement de la communication interne et externe (Suivi et mise à jour du site web, de la page Facebook, twitter, Instagram, publication des réalisations et informations sur YouTube, réalisation d'un documentaire sur les actions de CAEB etc..)					Responsable département suivi évaluation	Chargée de communication
01 carte de localisation des bureaux et actions de CAEB est élaborée	Mise en place d'une carte de localisation de CAEB					Responsable département suivi évaluation	Assistant chargé suivi évaluation, coordinateur des programmes
Au moins 05 Représentations locales sont renforcées et mobilisent des financement locaux	Renforcement des capacités des représentations locales et du siège (mise en place des comités de co-gestion, mise en place d'un règlement intérieur de gestion des antennes etc..)					Coordinateur des programmes	Responsable suivi évaluation, Gestionnaire Administrative et financière, Chefs d'Antenne
	Renforcement des départements (mobilisation des ressources, gestion des projets, suivi évaluation, rapportage)						
	Diversification des partenaires					Secrétaire Général	Responsable mobilisation des ressources,

							Coordinateur des programmes
01 plan stratégique est disponible et opérationnel	Finalisation du plan stratégique (2023 - 2027) et suivi de la mise en œuvre					Coordinateur des programmes	Secrétaire Général
1 état de lieu de l'environnement interne et externe de l'ONG est établi	Analyse de l'environnement de notre organisation, de ses domaines d'intervention, ses partenariats, de son positionnement actuel etc..					Responsable département suivi évaluation	Responsable Mobilisation des ressources, chefs de département, Assistant chargé suivi évaluation, coordinateur des programmes
01 rapport de l'évaluation des actions de renforcement institutionnel de l'ONG est disponible	Evaluation des actions de renforcement institutionnel					Secrétaire Général	Coordinateur des programmes, gestionnaire administrative et financière, responsable division suivi évaluation
*Au moins 05 rencontres et visites d'échange et de partage réalisées *Expériences acquises des voyages partagées	Réalisation de voyages d'études, participation aux rencontres et fora					Secrétaire Général	Coordinateur des programmes, gestionnaire administrative et financière
Axe2 : Renforcement de capacités							
CAEB dispose de personnel compétent et engagé pour l'atteinte des objectifs de l'ONG	Evaluation des besoins de renforcement des capacités techniques					Responsable département suivi évaluation	Assistant chargé suivi évaluation, coordinateur des programmes
	Elaboration et mise en œuvre du plan de renforcement des capacités techniques					Responsable département suivi évaluation	Chefs de département, Assistant suivi évaluation, coordinateur des programmes

	Evaluation des besoins de renforcement des capacités en matériels et équipements				Gestionnaire Administrative et financière	Chefs de département et chefs d'antennes, Responsable logistique
	Elaboration et mise en œuvre du plan de renforcement des capacités en matériels et équipements				Gestionnaire Administrative et financière	Chefs de département et chefs d'antennes, Responsable logistique
	Renforcement de capacité sur le rapportage technique				Coordinateur des programmes	Chef département suivi évaluation
	Renforcement des capacités en élaboration des dossiers de projet et appels d'offres				Coordinateur des programmes	Responsable mobilisation des ressources Chefs de département et chefs d'antennes
	Renforcement des capacités en Suivi-évaluation et gestion des données et l'utilisation du smartsheet				Responsable division suivi évaluation	Assistant chargé suivi évaluation, coordinateur des programmes
	Renforcement des capacités sur les procédures de passation de marché public				Gestionnaire Administrative et financière	Responsable mobilisation des ressources, responsable logistique
	Renforcement des capacités du personnel sur les protocoles de sécurité				Responsable département suivi évaluation	Responsable logistique
	Evaluation des plans de renforcement des capacités				Responsable département suivi évaluation	Responsable département et chefs d'antenne
Axe 3 : Mobilisation des ressources						
01 Plan de mobilisation des ressources est disponible	'Elaboration d'un plan de mobilisation des ressources				Coordinateur des programmes	Chargé mobilisation des ressources

Au moins 02 Financements mobilisés	Mise en place d'une cellule technique de conception de dossiers techniques et financiers (identification des partenaires potentiels, collecte des données sur les appels d'offres)				Secrétaire général	Coordinateur des programmes, Responsable mobilisation des ressources
	Mise en place d'un répertoire des partenaires intervenant dans les mêmes domaines que CAEB				Responsable département suivi évaluation	Assistant suivi évaluation, gestionnaire des bases de données, responsable mobilisation de ressources
	Elaboration des dossiers de projet et appels d'offres				Secrétaire général	Responsable mobilisation des ressources
	Evaluation du plan et de l'état de mobilisation des ressources				Secrétaire général	Coordinateur des programmes, gestionnaire Adm fin, Responsable suivi évaluation
Axe 4 : suivi évaluation						
CAEB dispose d'un mécanisme efficace de suivi évaluation	Révision du manuel de Suivi-Supervision et Evaluation				Responsable chargé de suivi évaluation	Assistant suivi évaluation
	Evaluation de la mise en œuvre du plan stratégique				Coordinateur des programmes	Responsable suivi évaluation, Assistant suivi évaluation
	Evaluation du personnel				Responsable suivi évaluation	Responsable ressources humaines, coordinateur des programmes
	Suivi de l'utilisation du smartsheet par le personnel				Responsable suivi évaluation	Assistant suivi évaluation
	Mise en œuvre des collectes périodiques des données				Responsable suivi évaluation	Assistant suivi évaluation
	Réalisation de missions de suivi et d'appui conseils aux équipes projet				Responsable suivi évaluation	Chef de département, chef d'antenne

	Consolidation/renforcement de la base des données					Responsable suivi évaluation	Assistant suivi évaluation, gestionnaire de la base de données
	Elaboration du plan d'action annuel 2024					Responsable suivi évaluation	Coordinateur des programmes
	Réalisation de l'audit annuel 2022 et 2023					Gestionnaire Administrative et financière	Responsable logistique, coordinateur des programmes Secrétaire général
Axe 5: Production et soumission de rapport							
CAEB produit des rapports de bonnes qualités et les bonnes pratiques sont disséminées	Elaboration et partage des calendriers de soumission des rapports des projets					Coordinateur des programmes	Chefs de département suivi évaluation, Chefs de départements, chefs d'antenne
	Elaboration et soumission du rapport annuel 2022 et 2023					Responsable suivi évaluation	Chefs de département suivi évaluation, Chefs de départements, chefs d'antenne
	Capitalisation des bonnes pratiques, des expériences réussies, des récits de vie					Coordinateur des programmes	Chefs de département suivi évaluation, Chefs de départements, chefs d'antenne

37. BILAN FINANCIER 2022 : Elaboré par le comité exécutif CAEB.

37.1. Rapport annuel de janvier à décembre 2022

DEPENSES PAR RUBRIQUE BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2022

RUBRIQUES BUDGETAIRES PROJETS ET PROGRAMMES	PACETEM	MEN	CDPE	SIA2	GWEP	SSA/P BIT	ACCEL AGR / BIT	WASH /MOPTI	SPOTLIGHT	ECHO PPP
Salaires et Charges Sociales										
Salaires et rémunérations diverses	3 600 000	5 000 000	15 574 000	16 114 704	59 850 501	10 430 634	16 021 203	20 077 964	5 730 000	10 976 719
Contributions au personnel d'appui	-		3 000 000	1 800 000	5 518 850	2 950 000	4 650 000	4 080 000	1 500 000	5 793 689
INPS et AMO	716 000		975 091	2 225 460	7 135 712	1 891 094	632 160	3 489 600	694 329	2 448 616
ITS et TL			2 133 870	1 058 892	325 000	537 897	252 345	1 224 550	357 480	1 087 475
Indemnités diverses (compris fin contrat)			547 686	2 400 960	1 625 034	12 479 264		-	470 079	15 881 000
Honoraires et Services Professionnels			-					-		
Honoraires de consultants/ Etudes			-			-	3 999 138	-		
Services d'audit			-			-	-	-		
Formations et renforcement des capacités			46 739 490	5 096 000	2 450 000	1 844 000	11 899 300		14 025 000	5 833 840
Fonctionnement			-							
Electricité et eau	80 000		180 000	300 000		366 582	500 000	457 582	750 002	487 500
Loyers et contributions aux loyers	120 000		337 500	600 000	3 164 750	352 000	400 000	900 000	276 150	
Fournitures de bureau	20 000		-	149 600	1 196 000	531 750	405 750	416 500	90 000	
Téléphone, Internet, courriers	120 000		-	270 000	2 820 000	400 000	955 000	875 000	341 250	527 500
Mobilier et petits équipements bureau			-		650 000	20 701 650		-		
Entretiens et réparations mat bureau			-		727 000			-		
Entretiens et réparations motos et véhicules	1 064 000	1 100 000	295 000	900 000	1 975 800	2 024 000	2 820 000	2 640 000	840 000	930 000

Frais de mission (perdiem, hébergement, carburant)			1 110 000	100 000	8 560 500	4 560 000	2 035 000	2 385 000		2 341 107
Autres frais de missions			250 000							
Autres frais de fonctionnement			-							
Frais bancaires	10 000		-	19 890		53 060	85 693	197 145	21 000	
Frais d'ateliers et conférences			-		96 791			600 000		
Frais de formations		3 402 000	12 500 000						7 005 000	
Subventions et Donations diverses			-							
Appui aux communautés			45 350 000	69 582 036	103 998 450	4 180 000	2 900 000			
Appuis indirects aux communautés (PMO)			17 600 000							
Equipements et Matériels de bureau		6 442 250		447 000						
Matériels de transport (Motos et Véhicules)				2 250 000						
Autres (Achat équipements et plaques de visibilité)			5 627 500			1 060 000	240 000			
Frais de gestion								2 565 000		2 411 582
TOTAL GENERAL	5 730 000	15 944 250	152 220 137	103 314 542	200 094 388	64 361 931	47 795 589	39 908 341	32 100 290	48 719 027

Suite Rapport annuel de janvier à décembre 2022

DEPENSES PAR RUBRIQUE BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2022

RUBRIQUES BUDGETAIRES PROJETS ET PROGRAMMES	PPLM	Subvention de Stratégique /AmplifyChange	Subvention Renf Capacité /AmplifyChange	NUFFIC	Subvention de Partenariat /AmplifyChange	DEBO-ALAFIA2	JL/SRAJ	TOTAL
Salaires et Charges Sociales				-				-
Salaires et rémunérations diverses	0	48 734 591	-	-	33 938 443	103 761 256	294 286 919	887 421 974
Contributions au personnel d'appui	0	2 640 000	2 000 000	-	5 932 500	48 000 000	47 956 908	162 836 370
INPS et AMO	0	-	-	-	-	10 167 790	-	39 880 323
ITS et TL	0	-	-	-	-	7 338 790	-	19 618 528
Indemnités diverses	0	-	-	-	-	2 292 104	-	82 883 039

Honoraires de consultants/ Etudes	31 721 330	1 710 000	-	20 925 515	12 155 500	-	64 614 667	135 126 150
Services d'audit	0	-	-	-	-	-	-	-
Formations et renforcement des capacités	0	-	-	-	-	140 489 201	207 943 823	595 133 323
Fonctionnement	0	-	-	-	-	-	-	-
Electricité et eau	0	-	50 000	-	-	109 406	-	7 335 542
Loyers et contributions aux loyers	0	80 000	75 000	-	140 000	840 000	1 348 117	14 309 817
Fournitures de bureau	0	469 500	-	-	1 660 000	1 231 175	6 760 000	15 504 375
Téléphone, Internet, courries	0	330 000	212 525	-	1 610 000	5 107 080	11 069 337	32 855 171
Mobilier et petits équip/ bureau	0	-	-	-	1 410 000	-	-	22 761 650
Entretiens et réparations mat bureau	0	75 000	-	-	-	1 041 992	244 000	2 307 992
Entretiens et réparations motos véhi	0	-	-	-	-	12 949 766	2 540 000	63 825 780
Frais de mission (perdiem, hébergement, carburant)	-	15 238 000	-	-	9 357 600	-	59 456 070	126 048 739
Autres frais de missions	0	-	-	-	-	-	61 870 498	65 144 088
Autres frais de fonctionnement		-	-	-	-	-	-	-
Frais bancaires	0	-	-	-	-	-	-	610 922
Frais d'ateliers et conférences	0	3 331 940	-	25 712 057	-	-	51 422 499	95 474 724
Frais de formations	0	-	-	-	-	-	-	66 225 211
Subventions et Donations diverses		-	-	-	-	-	-	-
Appui aux communautés	0	-	-	-	-	-	227 653 000	522 486 932
Appuis indirects aux communautés (sous contrats PMO)	0	57 913 917	2 509 455	-	47 628 524	165 784 901	374 984 635	666 421 432
Equipements et Matériels de bureau	0	-	-	5 927 843	4 700 000	-	-	17 517 093
Matériels de transport	0	-	-	-	-	-	24 040 000	26 290 000
Autres (Achat équipements et plaques de visibilité)	0	-	-	-	-	-	138 398 370	269 726 370
Frais de gestion	0	-	-	-	-	62 282 102	135 781 409	206 650 629
TOTAL GENERAL	31 721 330	130 522 948	4 846 980	52 565 415	118 532 567	561 395 563	1 710 370 252	4 212 930 735

ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES JANVIER A DECEMBRE 2022

Nom des projets	Partenaires	Responsables	Solde Trésorerie Début Exercice 2022	Total Fonds reçus en 2022	Total Budget Disponibles en 2022	Dépenses totales 2022	Trésorerie Disponible au 31/12/2022 (Bank+Caisse)	Observations
PASARC	SOS - FAIM BELG	Aminata	-	68 219 528	68 219 528	65 799 886	2 419 642	
LCIAM-K	SOS - FAIM BELG		7 740 296	38 201 640	45 941 936	44 749 586	1 192 350	
PAIS 2	UNICEF		-	233 492 552	233 492 552	194 706 549	38 786 003	
PAIS	UNICEF		-	159 758 235	159 758 235	159 565 260	192 975	
PESEC DOILA ET SEGOU	OXAFM	Souleymane	-	294 934 666	294 934 666	294 934 666	0	
MEN	Ministère de l'Educat	Taty	-	15 944 250	15 944 250	15 944 250	0	
SRDS	CONNEMUND		2 996 447	34 692 121	37 688 568	32 289 047	5 399 521	
PACETEM (prestation, classique)	CARE		493 415	5 730 000	6 223 415	5 730 000	493 415	
GEWEB	CARE		-	204 457 464	204 457 464	200 094 388	4 363 076	
AACID 2021	SIA		-	115 978 354	115 978 354	103 314 542	12 663 812	
CDPE	UNICEF		-	168 975 184	168 975 184	152 220 137	16 755 047	
GPE	FOND STROMME	Nènè	-	33 855 500	33 855 500	32 207 629	1 647 871	
INSERTION PROFETIONNEL	FIER		30 633 307	22 128 000	52 761 307	52 727 760	33 547	
ALPHABETISATION	FIER		4 391 100	10 880 000	15 271 100	10 880 000	4 391 100	
WASH MOPTI	HELP	Aida	-	39 965 616	39 965 616	39 908 341	57 275	
SSAP / BIT	BIT		306 885	164 708 355	165 015 240	64 361 931	100 653 309	
ACCEL AGR /BIT	BIT		14 198	64 243 800	64 257 998	47 795 589	16 462 409	
Spotlight	UNICEF	Oumou	-	32 100 290	32 100 290	32 100 290	0	
ECHO - PPP	SAVE		-	48 827 175	48 827 175	48 719 027	108 148	
SCS	PPLM	Binta	111 884	31 706 993	31 818 877	31 721 330	97 547	
Subvention Stratégique	Amplify change	Paul	42 306 917	158 330 367	200 637 284	130 522 948	70 114 336	
Subvention Renforcement	Amplify change		4 949 278	-	4 949 278	4 846 980	102 298	
Subvention Partenariat	Amplify change		-	288 819 679	288 819 679	118 532 567	170 287 112	
JL/SRAJ	Ambassade Pays-Bas		1 093 169 867	1 543 715 705	2 636 885 572	1 710 370 252	926 515 320	
DEBO ALAFIA2	Ambassade Pays-Bas		235 302 235	564 082 393	799 384 628	561 395 563	237 989 065	
NUFFIC	NUFFIC		8 826 819	43 758 689	52 585 508	52 565 415	20 093	
TOTAL GENERAL			715 510 596	4 350 757 668	5 066 268 264	4 212 930 735	853 337 529	

38. Conclusion

L'année 2022 a été marquée par des attaques des groupes extrémistes dans certaines parties du nord, du centre et de l'Ouest du pays et des affrontements inter-ethnies toutes choses qui ne rassurent pas les Partenaires Techniques et Financiers et les acteurs au Développement. Cette situation a engendré la multiplication des interventions humanitaires et ou d'urgence dans le Pays. C'est pourquoi, la direction de CAEB dans le souci de l'atteinte des résultats contractuels a fournis des efforts considérables pour maintenir le niveau des activités tant sur le terrain qu'au niveau du siège à travers le renforcement des capacités de son personnel et les autres acteurs sur la sécurité et les principes humanitaires.

Elaboré par le comité exécutif